

● (2042)

Quand il a parlé aujourd'hui de la fiscalité, le président du Conseil du Trésor n'a pas dit qu'on devrait trouver le moyen d'augmenter les revenus cette année pour financer notre dette internationale en raison de la dévaluation de notre dollar. Quand on songe que cette dette s'établit aux environs d'un demi milliard de dollars, il est temps que quelqu'un se réveille à la réalité.

Je me réjouis de voir le ministre des Finances (M. Chrétien) à la Chambre, monsieur l'Orateur. Il est sans doute conscient des problèmes que le Canada doit affronter aujourd'hui car la confiance des milieux d'affaires s'éteint. Ce n'est pas en amorçant une pompe qu'on apporte plus d'eau au puits.

Il y a bien des problèmes auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Le Canada se trouve actuellement dans une très grave situation économique. J'espère que le gouvernement accueillera certaines des opinions que nous exprimons de ce côté-ci. On a reproché aux Canadiens de vivre trop au-dessus de leurs moyens, et je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre quel est celui qui le leur a reproché. On les a enjoint à maintes reprises de se serrer la ceinture. Or ils ne peuvent que constater que leur pays descend de plus en plus rapidement la pente menant au désastre économique et qu'en outre leur bien-être et leur sécurité sont sapés par un gouvernement qui exerce un contrôle où cela peut causer le plus de tort—en manipulant les activités régulières et essentielles de la GRC et en créant des façons inexplicables et inutiles de gaspiller leurs impôts.

A mon avis, monsieur l'Orateur, le premier ministre a rendu encore plus difficile l'application de la loi par les nominations qu'il a faites à titre personnel et un coût incalculable tant du point de vue financier que du point de vue sécuritaire. Je crois qu'il serait dans l'intérêt du service de sécurité et des Canadiens en général que le premier ministre renvoie tous les gens qu'il a nommés à des postes au sein de la GRC, plus précisément dans la direction générale de la sécurité et de l'analyse des renseignements, à l'exception du commissaire actuel, et qu'il confie le contrôle et l'administration de ce service ainsi que la responsabilité des nominations et des promotions de ses membres au commissaire uniquement. Cela devrait contribuer à réduire le coût des opérations de la GRC.

Le commissaire ne devrait être comptable qu'au solliciteur général qui est le titulaire du ministère et le Parlement devrait être le seul à établir des directives concernant le modus operandi de la GRC. Le gouvernement s'est montré négligent en ne donnant pas à la GRC au moyen d'une loi une protection suffisante et des directives assez claires pour empêcher que ses membres ne soient la cible des critiques, ne fassent l'objet d'enquêtes et ne soient victimes d'insinuations malveillantes dans l'exercice d'une de leurs fonctions les plus importantes, le maintien de la sécurité du pays et la sauvegarde des droits des Canadiens.

Monsieur l'Orateur, j'appuie sans réserve la GRC. Tous les Canadiens savent que cette force policière se dévoue avec loyauté depuis presque un siècle.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Bernard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur le président, il est très amusant d'entendre les députés de l'opposition diriger énormément de critiques sur le gouvernement, mais eux-

### *Impôt sur le revenu*

mêmes sont dans l'impossibilité de proposer quoi que ce soit de valable. Monsieur le président, le passé, notamment le passé tout récent du Canada en a fait un pays très riche. Le Canada pouvait bénéficier de très grandes richesses naturelles, comme il continue à le faire. Le Canada pouvait s'appuyer sur son sous-sol, sur ses produits alimentaires, sans pour autant connaître vraiment la concurrence des autres pays. Par contre, depuis quelque temps s'est produit un phénomène qui n'est pas particulier au Canada mais qui est mondial, savoir, l'apparition dans le milieu des pays productifs des pays du Tiers-Monde. On n'a qu'à constater que les mines, qui faisaient du Canada un pays exportateur de richesses naturelles, se voient maintenant dans l'obligation de concurrencer avec des gisements provenant d'autres pays. Cette abondance des richesses naturelles, si elle continue à appuyer notre bilan comme pays, doit être beaucoup mieux utilisée, et avec des moyens différents. Il est certain que dans un pays tel que le nôtre, la main-d'œuvre coûte nécessairement plus cher, monsieur le président, que dans certains pays du Tiers-Monde. Il nous faut donc, je pense, à long terme, compte tenu de la situation actuelle, penser à une politique de refonte complète de notre structure industrielle au Canada.

En tant que Québécois, je suis d'autant plus préoccupé par cette question, du fait que se retrouvent chez nous les industries traditionnelles, et ce n'est pas, je pense bien, la volonté du gouvernement provincial ou fédéral que se retrouvent au Québec principalement les industries du textile, de la chaussure, et le reste, c'est-à-dire les secteurs que l'on qualifie comme étant mous. Monsieur le président, je pense que le fleuve Saint-Laurent passant d'abord par le Québec avant d'arriver en Ontario, et le Canada s'étant développé historiquement d'abord par le Bas-Canada, ce qui est aujourd'hui le Québec, nous retrouvons dans ce secteur, dans cette région les premières industries installées chez nous, et par conséquent celles qui rencontrent le plus de difficultés par les temps qui courent.

Monsieur le président, nous avons par contre la chance d'avoir bénéficié d'un pays qui est vaste, d'un pays qui a énormément de potentiel. Nous n'avons qu'à penser que sur le plan énergétique, nous pouvons, contrairement à presque tous les pays industrialisés du monde, jouir de tant de choses. Nous pouvons gagner du temps car nous possédons énormément de richesses naturelles. Par contre, nous, les gens de l'Est, nous dépendons de l'Ouest pour nous approvisionner en matières énergétiques, mais du fait que nous aurons les travaux de construction de pipe-lines, les travaux d'exploration et évidemment ceux de la mise en œuvre de l'infrastructure pour mettre en valeur les ressources dans l'Ouest du pays, nous nous devons, nous du gouvernement fédéral, de faire en sorte que les régions de l'Est du pays puissent bénéficier de ces développements et ainsi assurer à l'Est des retombées économiques.

Monsieur le président, examinons la structure économique dans l'ensemble du pays. Je pense que dans l'Ouest il est nécessaire que l'on reconnaisse le fait que ces provinces ne peuvent plus être uniquement l'endroit où l'on s'approvisionne, que ce soit en produits alimentaires ou que ce soit en produits énergétiques. Il faut accepter la volomé des gens de l'Ouest du pays de s'industrialiser, je pense que c'est légitime et normal. Par contre, par ces projets gigantesques qui devront se produire dans cette partie du pays, nous avons la chance